

Les Journées du GERSE

57èmes journées d'étude

Jeudi 27 et vendredi 28 Septembre 2018

Organisées par SAGESS

Être ou paraître engagé ?

L'engagement à l'épreuve de nouvelles réalités

L'économie solidaire : vers une citoyenneté renouvelée dans une démocratie conviviale de proximité

- Geoffrey Volat, doctorant en sciences de l'Information et de la Communication

L'engagement : un construit inscrit dans une dynamique collective

Aujourd'hui doctorant en sciences de l'information et de la communication au sein de Clermont Auvergne Métropole¹, je suis par ailleurs co-fondateur de l'association LieU'topie², qui fait vivre un tiers lieu culturel et solidaire en centre-ville Clermont-Ferrand. Au cours de ma vie étudiante, j'ai aussi été vice-président « Economie sociale et solidaire et Innovation Sociale » à la Fédération des Etudiants d'Auvergne, et président du Groupement Étudiant pour le Développement Durable. L'engagement, je l'ai donc profondément vécu, et il m'a profondément construit, inspiré.

Pourtant, mon parcours est celui d'un jeune plutôt classique : je suis titulaire d'un bac ES, obtenu avec une modeste mention Assez Bien, et mon militantisme de jeune lycéen n'était pas vraiment marqué, même si j'ai été bercé par les convictions politiques humanistes familiales. Quant à l'université, je l'ai découvert sous l'influence d'une amie de lycée qui m'a poussé à la suivre dans son choix de filière... Et je me suis retrouvé sur les bancs de la fac, en Licence Echanges Internationaux sans avoir réellement fait de choix. Pourtant, en suivant cette amie, j'ai certainement bouleversé le cours de ma vie.

D'abord, parce que je m'orientais vers des diplômes de commerces classiques, pour apprendre à gérer et à entreprendre assez classiquement, avec les outils de l'économie de marché, classiques. Or, il y a fort à parier que cette orthodoxie dans les enseignements, dans le profil des enseignants, et dans le profil des étudiants, ne m'aurait jamais poussé à questionner le sens de mes actes.

Ensuite parce que j'ai pu intégrer une promotion au sein de laquelle figurait de jeunes gens animés de convictions. A ce stade, il ne s'agissait pas vraiment d'engagement, mais plutôt de visions du monde, nourries d'idéaux humanistes et de curiosité pour ce qui les entourent. Cette dynamique

¹ Doctorant CIFRE, j'étudie les processus de co-construction de l'action publique, à travers une approche communicationnelle de la construction de sens partagé, entre les acteurs de la métropole clermontoise et les acteurs de l'économie sociale et solidaire du territoire métropolitain.

² <https://www.lieutopie-clermont.org/>

collective fut d'une importance considérable dans la construction de mon engagement. Ensemble, nous avons construit ce que je nomme « un monde vécu partagé ».

Ce monde vécu partagé, il fut également nourri par le contexte social qui a accompagné notre vie étudiante. En l'occurrence, en 2010, il s'agissait des manifestations contre la réforme des retraites qui a rassemblé des millions de manifestants, parmi lesquels les syndicats étudiants.

Puis en 2011 et 2012, ce sont les débats autour des élections présidentielles qui nous ont poussé à débattre collectivement, à nous forger, ensemble une vision politique approfondie, en étant notamment exaltés pour la plupart par les discours de Jean Luc Mélenchon. Puis nous avons découvert le mouvement Colibris qui a dans le même temps lancé une campagne qui s'intitulait « Tous Candidat 2012 » qui avait pour ambition de créer « une communauté capable de peser sur les orientations de la société et de proposer des voies pour le futur ». A Clermont-Ferrand, c'est donc nous, les étudiants de la licence Echanges Internationaux, qui avons impulsé la création du groupe local Colibris 63.

Enfin, l'autre élément qui a contribué à susciter mon engagement et celui de mes camarades et à renforcer ce monde vécu partagé, ce sont les cours que nous avons reçu durant notre cursus universitaire : Gestion des entreprises, Force de vente, Marketing, Management, Achats commerciaux...mais aussi Développement durable, ESS, Commerce Equitable, Ethique, Communication Démocratique etc. Cette ambivalence nous a grandement stimulé. Il faut apprendre à connaître le Diable pour mieux s'en détourner, affirmait Machiavel. Tant est si bien qu'à l'issue d'un cours de Licence 2^{ème} année particulièrement cynique, nous avons décidé de créer un mouvement étudiant, qui avait modestement l'objectif de « changer le système », réunissant « *des personnes motivées et enthousiastes ayant pour but de générer de l'innovation sociale à travers des projets solidaires, écologiques et sociaux et un espace d'échange, de discussions et de débats* ». Ce mouvement, nous l'avons appelé le Mouvement Etudiant Écocitoyen (MEEC).

Je passe les détails sur mes engagements suivants, du GEDD à LieU'topie, qui sont les conséquences de ce que j'ai vécu au cours de ces deux premières années de licence.

Toutefois, il peut être intéressant de s'interroger sur les raisons qui m'ont poussé à prendre l'initiative de ces passages à l'action. En fait, je crois qu'il s'agit là seulement d'un trait de caractère propre à certains individus, ce que j'appelle « moteurs associatifs », c'est-à-dire des individus qui mettent leurs compétences à disposition d'un projet associatif, dans un état d'esprit qui tend vers l'horizontalité des rapports et une relation démocratique entre les participants. Le moteur associatif, ce n'est donc pas « l'homme ou la femme providentiel », mais bien un « moteur », qui s'inscrit dans

une logique de projet collectif démocratiquement construit. Le moteur associatif est donc avant tout un catalyseur d'énergie collective.

Ainsi, à ce stade, il m'apparaît intéressant de retenir les trois ingrédients sources de la construction de mon engagement : une aventure collective et conviviale partagée avec des individus aux horizons relativement proches, un contexte politico-social favorable au débat et au questionnement du sens, et un cursus universitaire aux enseignements à la limite du manichéisme qui nous ont eux aussi poussés à questionner le sens. C'est bien la synergie entre ces trois ingrédients qui ont construit la voie de mes engagements associatifs.

L'engagement et la jeunesse : état des lieux

En 2016, l'association Générations Cobayes³ a réalisé une enquête⁴ sur la question du bonheur, grâce à un panel de 53000 jeunes âgés de 18 à 35 ans. Cette enquête est riche d'enseignements, car elle permet notamment d'avoir un regard sur l'état d'esprit des jeunes dans notre société actuelle.

D'abord, cette enquête montre que 82% des jeunes se disent plutôt heureux ou très heureux, notamment grâce à leur entourage...mais insatisfait du monde qui les entoure. Insatisfaction qui se traduit en premier lieu à travers des préoccupations fortes concernant les enjeux de santé-environnement et le contexte politique. En effet, l'enquête montre que la dégradation de l'environnement est la préoccupation première des jeunes (37%), tandis que la montée de l'extrémisme en politique se classe en deuxième position (35%) et le pouvoir des multinationales se classe en troisième position (33%).

En deuxième lieu, les jeunes interrogés portent regard très critique à l'égard de la société actuelle. Ainsi, 89% des jeunes sont d'accord pour dire que la société française n'est pas égalitaire, et 91% estiment que les richesses ne sont pas suffisamment redistribuées. Ajouté à cela, 87% estiment que le citoyen n'a pas de vrai pouvoir de décision démocratique.

En troisième lieu, les jeunes enquêtés démontrent un questionnement sur la recherche de sens dans leur vie quotidienne, que ce soit à travers l'engagement bénévole ou l'activité professionnelle. Ainsi, près d'un jeune sur deux (44%) est engagé dans une ou plusieurs associations, tandis que seulement

³ <http://www.generationscobayes.org/>

⁴ <http://www.generationscobayes.org/nos-actions/que-du-bonheur-lenquete-qui-te-donne-la-parole>

6% considère qu'il s'agit d'une perte de temps. Par ailleurs, ce sont 83% des jeunes qui déclarent participer ou aspirer à participer à la construction de la société de demain. Les 17% restant déclarent ne pas se sentir concernés. Cependant, parmi ces 83%, les deux tiers ne voient pas comment participer à la société de demain...

Enfin, l'enquête met en lumière que l'engagement des jeunes se retrouve aussi dans leur recherche d'activité professionnelle. Ainsi, 80% estiment qu'il est primordial d'avoir une activité professionnelle en cohérence avec ses valeurs. Dans ce cadre, les résultats de l'enquête montrent également une volonté d'autonomie, de sobriété, de lien social et d'horizontalité chez les jeunes interrogés.

Ce que nous pouvons retenir du regard des jeunes de 18 à 35 ans sur la société actuelle, c'est donc premièrement que globalement, ils portent un regard critique et politique sur la société. Deuxièmement, ils sont pour la moitié d'entre eux engagés dans des structures associatives pour donner du sens à leur quotidien. Troisièmement, ils aspirent à trouver un travail dans le sens de leurs valeurs. Et quatrièmement, et c'est sur ce constat que ma réflexion va porter : les jeunes de 18 à 35 ans ne trouvent pas toujours les moyens d'agir sur le monde qu'il critique.

Dès lors, je me suis intéressé aux freins à l'engagement, et aux perspectives qui sont susceptibles de susciter, de construire un engagement qui fait écho aux aspirations mises en lumière par l'enquête.

Crise du militantisme ou crise de la société démocratique ?

Mon premier questionnement s'est porté sur la notion de militantisme. Un militant est un individu qui donne à son action un caractère politique de transformation sociale. Pour Alexia Morvan, l'attitude du militant se caractérise par un aspect protestataire, à savoir « *une conflictualité mettant en cause l'organisation générale de la société ou une institution en particulier* » (Morvan 2011, p. 8). On parle par exemple de militantisme féministe ou de militantisme écologiste.

En France, il n'y a jamais autant eu de bénévoles, avec plus d'un million d'associations sur le territoire national, et nous l'avons vu, près d'un jeune sur deux engagé. Pourtant, Jacques Ion (1997) constate que le débat politique au sein de l'espace public n'a jamais été aussi faible. Ce débat politique est en effet accaparé par quelques figures très restreintes. Cela se symbolise par

l'expertisation de la société à travers des consultants considérés comme spécialistes qui interviennent à tout bout de champs, et par une sclérose des organes politiques, incapables de se renouveler. Ainsi, le débat est concentré dans les mains de quelques-uns, et force est de constater que les citoyens n'ont plus une culture d'investissement politique de l'espace public, obnubilés par l'omniprésence d'un espace médiatique qui dépolitise le citoyen. C'est à cet égard que nous pouvons considérer qu'il y a une crise du militantisme, qui n'est autre qu'une crise sociétale de la démocratie. Plus précisément, Jacques Ion considère que le militantisme s'est transformé en suivant les évolutions de la société vers une marchandisation de l'économie et des rapports sociaux. Auparavant, le militantisme s'inscrivait dans un engagement communautaire, c'est à dire un dévouement total et entier, partagé au sein d'une communauté (la communauté ouvrière notamment) au sein de laquelle émanait un sentiment de fierté des militants, marqué par une grande force d'abnégation. A travers cette forme de militantisme, l'élément structurant était le sentiment communautaire vecteur d'idéologie partagée.

A l'inverse, le militantisme actuel est un militantisme davantage segmenté et individualisé. Les militants privilégient le temps court, l'efficacité. Peu à peu, le militantisme s'est donc orienté vers un engagement plus hédoniste, une volonté de s'accomplir personnellement, de se faire plaisir, d'avoir le sentiment de se rendre utile. L'abnégation des militants est alors largement freinée par le caractère égocentré de l'engagement, à l'image du fameux « J'ai une vie à côté » qui est largement répandu dans la bouche des militants hédonistes. En outre, la modèle de solidarité à l'œuvre, de type philanthropique, ne s'attache pas à questionner la cause de la problématique identifiée, mais agit seulement sur ses conséquences.

La transformation de la société vers une omniprésence des mécanismes de marché qui se placent depuis 70 ans comme unique modèle de progrès sociaux, et qui sont martelés dans l'espace public, dans l'espace politique, et dans l'espace médiatique comme étant les seuls mécanismes producteurs de richesse, a ainsi provoqué l'enfermement des citoyens dans un individualisme de masse, et dans une incapacité à partager ce fameux monde vécu, cette réalité commune, motrice de critique sociale pour reprendre l'expression de Philippe Corcuff.

Cela a aujourd'hui deux effets : d'abord, un engagement bénévole qui n'a pas vocation à remettre en question les mécanismes marchands. L'exemple parfait est celui des Restos du cœur, et plus généralement des épiceries solidaires. Les bénévoles sont dévoués dans leur tâche visant à répondre à une situation d'urgence. Mais sans en avoir conscience la plupart du temps, ils pallient aux

défaillances de notre modèle de société marchande et capitaliste, car ils ne questionnent pas l'origine des maux qui génèrent la grande pauvreté et les injustices sociales. Historiquement, dès les premiers pas de l'ère républicaine post Révolution Française, l'engagement s'est divisé en deux philosophies : d'un côté les militants du catholicisme social, bourgeois et issus des classes dominantes, qui prônaient une nécessaire charité envers les plus démunis, tout en s'inscrivant dans un approfondissement du libéralisme économique naissant ; et de l'autre côté, les acteurs du mouvement associationniste, la plupart du temps intellectuels ou ouvriers, qui prônaient une solidarité démocratique, et une rupture avec les mécanismes de l'économie de marché et l'économie capitaliste. Ce sont eux, les premiers, à avoir imaginé des modèles organisationnels et économiques qui s'émancipaient des mécanismes orthodoxes. L'exemple le plus marquant est celui des Canuts lyonnais, qui ont créé les premières coopératives françaises.

Aujourd'hui, le deuxième constat qui pèse sur l'engagement, c'est celui du découragement, et de la colère face à l'hégémonie de l'économie de marché et du capitalisme, lié au sentiment qu'il n'est pas possible de trouver des solutions alternatives concrètes et durables. Il s'agit là, pour certains, d'un facteur de renoncement à l'engagement malgré certains idéaux refoulés, et pour d'autres, un facteur de repli sur soi, de repli dans un passé glorieux, idéalisé... Entraînant une montée progressive des extrémismes xénophobes et totalitaires.

Ainsi, l'évolution du militantisme n'a pas entraîné une chute de l'engagement, bien au contraire. Mais ce nouveau militantisme, hédoniste, dans un contexte de société happée par le néolibéralisme, est le reflet d'un bouleversement de l'action citoyenne politique et collective de transformation sociale.

Pour autant, mon propos n'est pas de dresser un constat fataliste d'échec durable, ni d'affirmer que « c'était mieux avant ». En effet, si le passé est le lieu des expériences associationnistes, du socialisme utopique, des Canuts lyonnais au Familistère de Guise, ce terreau de l'engagement collectif et politique nous offre un défi de taille : réactiver les pratiques associationnistes, pour construire un projet de société démocratique et solidaire. Tel est le projet de l'économie solidaire.

Pour ce faire, mon expérience et mes travaux de recherche en économie sociale et solidaire m'ont permis de distinguer en quoi l'ESS peut permettre de renouer avec la construction de mondes vécus partagés, synonymes de vitalité démocratique et politique.

L'économie solidaire : un projet de société transformateur

Au XIX^{ème} siècle, le mouvement associationniste fut le premier à s'inscrire en rupture avec les pratiques libérales marchandes et capitalistes. Il a en ce sens refusé de s'inscrire dans une individualisation des rapports sociaux, et dans une mise en concurrence des individus dont le seul médium partagé était le marché. Pour cela, les acteurs associationnistes ont créé les premières coopératives, les premières mutuelles, qui se sont développées à travers des pratiques économiques basées sur la solidarité, la réciprocité, la mutualisation, la démocratie. Ce que, quelques années plus tard, l'anthropologue Karl Polanyi théorisa sous le concept d'économie plurielle (Polanyi 2009).

Pour autant, le mouvement associationniste ne s'est pas contenté de construire un modèle d'activité économique plurielle, il l'a mué en véritable projet politique de transformation sociale. Ainsi 1848, dans un mouvement associationniste devenu considérable, ouvriers et républicains s'allient, et les revendications citoyennes se multiplient. Ils réclament une République sociale et le droit de s'associer entre eux pour jouir directement du bénéfice de leur travail. Les idées associationnistes s'affirment alors au grand jour. La République démocratique et sociale exigée entend se réaliser par l'Association, au double sens socialiste : à la fois l'auto-organisation en entités de petite taille, entre ouvriers associés librement, dans le but d'atteindre des objectifs communs, et la réhabilitation de liens de solidarité et de réciprocité, dans un environnement fraternel entre citoyens égaux. Néanmoins, après une succession de péripéties politiques (démission du Roi Louis Philippe, gouvernement provisoire), la réaction de la bourgeoisie, des patrons, des conservateurs et de la France rurale ne se fait pas attendre. Tous agitent la crainte du communisme et s'opposent aux aspirations associationnistes. Des manifestations réactionnaires éclatent en province, et à l'issue des nouvelles élections...les représentants de la bourgeoisie et les républicains modérés en sortent renforcés. En parallèle, l'insurrection associationniste est noyée dans le sang, d'abord en 1848, puis à nouveau en 1851 sous les ordres de Napoléon Bonaparte, devenu empereur.

Reprenant les idéaux associationnistes, l'économiste Jean Louis Laville définit ainsi l'économie solidaire contemporaine comme étant « *l'ensemble des activités économiques soumis à la volonté d'un agir démocratique, où les rapports sociaux de solidarité priment sur l'intérêt individuel ou le profit matériel ; L'économie solidaire contribue ainsi à la démocratisation de l'économie à partir des engagements citoyens* » (Jean-Louis Laville et Cattani, 2005, p. 253).

Ce projet de l'économie solidaire s'inscrit donc dans pratiques économiques alternatives et dans un projet politique de démocratisation de la société. Dès lors, l'économie solidaire implique un

questionnement sur la notion d'espace public entendu par Jurgen Habermas comme l'espace de médiation où les citoyens délibèrent publiquement sur des questions politiques (Eric Dacheux 2008), car ce projet ne saurait advenir sans la construction de mondes vécus partagés. En effet, c'est bien le débat démocratique et l'action collective qui vont construire des réalités partagées, et permettre de renouer avec la reconstruction d'un engagement non plus hédoniste, mais collectif et politique.

Toutefois, la configuration contemporaine de l'espace public (*experisation* de la société, hégémonie des principes néolibéraux etc.) ne permet pas la concrétisation de telles ambitions... Cependant, ce monopole de la pensée orthodoxe a eu pour conséquence de provoquer la création d'espaces de résistances émanant de la société civile, considérés par Bernard Eme comme des « *espaces publics autonomes de libres débats et de conflits* » (Laville 2003). Ces espaces publics autonomes se fondent sur une volonté émancipatrice, affranchies de toute injonction extérieure, contribuant à « *réaliser librement la formation de l'opinion et de la volonté* » (Habermas 1978).

Pour Éric Dacheux, ces espaces publics autonomes obéissent à une volonté militante, généralement sous forme associative, de créer les conditions de l'échange réciproque entre citoyens (Dacheux 2003). Ils permettent dès lors la construction de mondes vécus partagés, en tant qu'« *espaces d'expression de soi, de confrontation à autrui et de reconnaissance où s'acquiert l'estime de soi* » (Eme 2014). Plus encore, ils sont des lieux d'élaboration à la fois de savoirs collectifs, et de formulation collective et contradictoire de la norme (Goujon et Dacheux 2011). En favorisant la relation entre individus, ces espaces conviviaux, démocratiques et solidaires ont ainsi vocation à générer des relations de réciprocité volontaire unissant des citoyens libres et égaux en droit (Laville et Dacheux, 2003). C'est en ce sens qu'ils deviennent acteurs d'un espace qui leur appartient (Codello Guijarro 2003). L'espace public de proximité devient alors un espace de création d'activités, espace de solidarités, de création de lien social qui s'inscrit en opposition radicale avec l'hyper-individualisation des relations sociales propres à la société de marché.

En fait, si ces espaces publics autonomes de proximité se concrétisent en tant que tels, c'est parce qu'ils font vivre la troisième dimension de l'économie solidaire : c'est la dimension symbolique. L'utopie.

Le symbolique est un élément fondamental de la vie en société. Il correspond à l'ensemble des significations, des croyances, des symboles (l'art, la religion, la science, les principes moraux...). En

s'interconnectant, elles fondent la manière de comprendre le monde, et construisent un sens commun, partagé, à l'échelle d'un territoire, d'une communauté.

Je le disais précédemment, l'hégémonie de la société du tout marché a cependant annihilé tout moteur symbolique de transformation sociale. De ce fait, tout l'enjeu de l'économie solidaire est donc de construire un modèle de société qui dépasse les dogmes néolibéraux marchands et capitalistes, et qui s'inscrit dans des pratiques démocratiques de la société civile. Voilà en quoi le projet de l'économie solidaire est un formidable moteur symbolique de transformation sociale. Et l'utopie est ce moteur symbolique qui redonne à l'engagement sa dimension politique.

Telle que je la définie, en reprenant les travaux d'Éric Dacheux et de Daniel Goujon (2011), l'utopie relève d'une triple dimension. Tout d'abord, elle comporte une dimension onirique -le rêve-, qui invite à imaginer un autre monde, un monde meilleur. Ensuite, elle comporte une dimension politique, qui invite à remettre en cause le fonctionnement actuel de la société, et qui ne se soumet pas à la fatalité. C'est une critique politique, qui permet de nourrir le débat au sein de l'espace public, et de susciter l'espérance. Enfin, l'utopie comprend une dimension rationnelle, c'est à dire une parole et des propositions « *construites avec réflexion, à partir de l'analyse des défaillances actuelles, et qui propose des solutions globales* » (*ibid.* 2011) ici et maintenant : c'est l'utopie en actes.

Ainsi, la théorisation de l'utopie socio-politique, n'est pas repli dans un monde irréaliste, mais une analyse rigoureuse qui s'appuie sur l'équilibre du rêve et de la réalité, grâce au croisement entre ses trois dimensions : rationnelle, onirique et politique. Sous la plume du poète uruguayen Eduardo Galeano, « *l'utopie est à l'horizon. Quand je fais deux pas vers elle, elle s'éloigne de deux pas. Je fais dix pas et elle est dix pas plus loin. A quoi sert l'utopie ? Elle sert à cela, à avancer* » (Galeano et Borges 1993). L'utopie est bien un moteur, celui qui délivre l'énergie qui nous pousse à agir *hic et nunc*, pour tendre vers un horizon meilleur.

Néanmoins, face à la force de l'idéologie néolibérale, le projet de société de l'économie solidaire nécessite un long travail de décolonisation intellectuelle pour reprendre les mots d'Alberto Acosta. Il s'agit d'entamer une ambitieuse tâche de « *reconstruction construction* » (Acosta 2014), permise grâce à une rupture radicale avec les principes néolibéraux, et la mise en œuvre d'espaces publics autonomes de proximité qui favorisent les liens de convivialité, de débats et de constructions collectives d'initiatives solidaires. C'est ainsi que les acteurs militants façonneront leurs mondes vécus partagés, et s'achemineront vers une transformation démocratique et solidaire de la société.

Ceci étant dit, cette décolonisation intellectuelle, cette reconstruction construction, ne sauraient advenir sans une réflexion portée sur la place de l'éducation dans notre société, et sur la capacité des acteurs éducatifs à s'émanciper de l'orthodoxie intellectuelle et de la doxa néolibérale. Dans cette optique, je me suis rapproché du concept d'éducation populaire.

Éducation populaire et Éducation Nouvelle pour une éducation repolitisée

Sans prétendre à l'exhaustivité, on repère trois traditions d'éducation populaire en France. La première provient des institutions *catholiques*, historiquement animées d'une dimension morale en direction des populations défavorisées. La seconde, *laïque*, est relative aux institutions publiques qui visent à promouvoir la participation des citoyens (Baillergeau 2008), mais aussi à assurer un accès à la culture pour tous. La troisième est *politique* ; elle est issue du mouvement associationniste ouvrier et s'enracine dans « *un double mouvement d'autodidaxie professionnelle, culturelle et politique des travailleurs d'une part, d'émancipation et de transformation sociale d'autre part* » (Nossent 2007).

En s'intéressant aux pratiques pédagogiques développés par l'Éducation Nouvelle, on retrouve les principes de l'éducation populaire politique issue du mouvement associationniste. Philippe Meirieu repère en effet sept principes pédagogiques piliers de l'Éducation Nouvelle.

Les sept principes pédagogiques de l'Éducation Nouvelle (Meirieu 2012)

1. « Subordonner les apprentissages à des motivations préexistantes [...] afin de faire émerger le désir d'apprendre » (*ibid.*, p. 2).
2. « Offrir à chacun la possibilité de s'approprier des savoirs de manière singulière » (*ibid.*, p.3), en proposant une variété d'outils, de moyens, d'interaction.
3. Développer des activités qui font sens dans l'esprit des apprentis, des activités qui résonnent avec leur intériorité, leur vision du monde (*ibid.*, p. 3-4).
4. Développer une pédagogie qui rend l'élève « actif » dans ses apprentissages, en suscitant par l'activité « une “opération mentale” [...] qui permet au sujet de déstabiliser un système de représentations pour l'enrichir et le stabiliser à un niveau supérieur » (*ibid.*, p. 4-5)
5. Organiser les pratiques éducatives dans un cadre favorisant la socialisation, une organisation collective « au service des acquisitions et du progrès de chacun » (*ibid.*, p. 5).

6. L'éducation nouvelle permet la liberté d'expression de l'enfant « libre grâce aux contraintes fécondes que l'adulte lui impose » (*ibid.*, p. 7) ; elles « ne doivent pas être une entrave à la liberté (de l'élève) » (*ibid.*, p. 6), mais un moyen lui permettant de s'émanciper d'une expression « pulsionnelle, stéréotypée, répétitive » (*ibid.*, p. 7).

7. L'éducation à la démocratie doit être centrale, portée par l'ambition d'accompagner l'élève vers sa responsabilité de citoyen, en l'aidant à acquérir des savoir-être et des savoir-faire lui permettant « de comprendre le monde dans lequel il vit et d'y jouer son rôle » (*ibid.*, p. 6).

Le champ lexical des principes pédagogiques de l'Éducation Nouvelle fait ressortir les termes « actif », « plaisir », « sens », « collectif », « liberté d'expression », « autonomie », « compréhension du monde » etc. Pour Meirieu, l'objectif est d'apporter progressivement à l'élève « des occasions de décision et des espaces de liberté à sa portée, travailler avec lui sur sa capacité à s'exprimer dans des collectifs de manière autonome, indépendamment de toute pression, l'aider à former sa volonté et construire sa détermination à s'engager au service du bien commun pour pouvoir assumer et revendiquer progressivement la responsabilité de ses propres actes » (*ibid.*, p. 6).

Autonomie, émancipation, esprit critique, le vocabulaire des principes pédagogiques d'Éducation Nouvelle inscrit dans l'éducation populaire politique offrent une vision de la citoyenneté, qui s'exprime par « l'apprentissage permanent de la vie en communauté, faisant dialoguer perspectives individuelles et collectives, épanouissement personnel et intérêt général, diversité culturelle et unité⁵ ». Quand l'éducation populaire est une philosophie politique de l'éducation et du vivre ensemble, le terreau de l'Éducation Nouvelle se situe « dans les situations et les lieux où l'on vit des réalités, où l'on parle et où l'on cherche à les transformer » (Guisset, 2009, p.69). Ensemble, elles convergent vers « la mise en œuvre de pratiques éducatives visant la transformation des situations sociales par les acteurs eux-mêmes » (*ibid.*, p.75).

⁵ Appel de Bobigny, 2010. A l'initiative du Réseau Français des Villes Éducatrices, plusieurs organisations s'associent pour appeler à la mobilisation de tous autour de l'éducation et de la formation et proposer des perspectives concrètes et positives pour l'éducation autour de 5 objectifs prioritaires.

Conclusion

L'engagement, je l'ai exprimé, n'a jamais disparu. Seulement, d'un engagement collectif et politique tel qu'il l'était au sein du mouvement associationniste du XIXème jusque dans les années 60, l'engagement s'est peu à peu transformé au fil de l'évolution vers l'hyper marchandisation de la société et l'omniprésence de sa doxa idéologique dans les sphères publique, politique et médiatique. Dès lors, ce qui caractérisait cet engagement politique et collectif, à savoir la construction d'un monde vécu partagé, d'une réalité partagée, et d'une lutte partagée, a peu à peu disparu. Délitement du lien social et crise de la démocratie en sont à la fois les causes et les conséquences immédiates.

Pour autant, les années 80 ont vu émerger les premiers mouvements altermondialistes, féministes, écologistes, qui ont quelque peu réactivé les principes politiques associationnistes. Théoriquement, ces mouvements ont été catégorisés sous le terme d'économie solidaire. Et peu à peu, ils ont reconstitué des espaces publics autonomes de proximité, et fait renaître un projet de société alternatif, en rupture avec l'hégémonie de la doctrine néolibérale.

Malgré tout, ce mouvement de l'économie solidaire est encore très marginal et décousu. Pourtant Pierre Joseph Proudhon conseillait déjà au mouvement associationniste de se fédérer afin de « mettre en connexion de nombreuses unités militantes, et ainsi étendre les valeurs d'une même vision, d'un même monde vécu » (Duracka, 2015). Je considère que l'enjeu majeur pour l'économie solidaire se situe ici, dans la capacité des uns et des autres à s'armer mutuellement pour construire en actes un projet de société exhaustif et collectivement partagé. Militants de l'éducation populaire et militants associatifs sont éminemment concernés par cet enjeu de « communes compétences » (Frère 2009).

Au cours de mon parcours étudiant, de façon totalement inconsciente, mes camarades étudiants et moi-même avons exactement réalisé ce cheminement transformateur qui s'est matérialisé par la conception et la mise en œuvre de LieU'topie. Aujourd'hui, LieU'topie est ni plus ni moins qu'un espace public autonome de proximité qui s'organise dans les pratiques de l'éducation populaire politique, et par la construction démocratique de projets solidaires et émancipateurs.

Bibliographie

- ACOSTA Alberto, 2014, *Le Buen Vivir pour imaginer d'autres mondes*, Paris : Utopia, 208 p.
- BAILLERGEAU Évelyne, 2008, « Intention formative, éducation populaire et intervention sociale au Québec », *Savoirs*, n°18, pp. 9-35.
- CODELLO GUIJARRO Pénélope, 2003, « Vers la construction d'un espace public de proximité », *Hermès La Revue*, n° 36, pp. 83-90.
- DACHEUX Eric, 2008, *L'espace public*, Paris, Hermès - CNRS, 153 p.
- DACHEUX Éric (ed.), 2003, *Économie solidaire et démocratie*, Paris, Hermès - CNRS, 250 p.
- EME Bernard, 2014, « Agir solidaire et publicité des conflits », *Hermès, La Revue*, n° 36, p. 165-173.
- FRERE Bruno, 2009, *Le nouvel esprit solidaire*, Paris, Desclée de Brouwer, 432 p.
- GALEANO Eduardo et BORGES Jorge Luis, 1993, *Las palabras andantes*, Buenos Aires, Rep. Argentina, Catálogos Editora, 234 p.
- GOUJON Daniel et DACHEUX Eric, 2011, *Principes d'Économie Solidaire*, Paris, Ellipses Marketing, 264 p.
- HABERMAS Jürgen, 1978, *L'Espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot. 322 p.
- ION Jacques, 1997, *La fin des militants ?*, Paris, Editions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, 124 p.
- LAVILLE Jean Louis, 2003, « Démocratie et économie : Éléments pour une approche sociologique », *Hermès, La Revue*, n° 36. pp. 185-194.
- LAVILLE Jean-Louis et CATTANI Antonio David (eds.), 2005, *Dictionnaire de l'autre économie*, Paris, Desclée de Brouwer, 564 p.
- MEIRIEU Philippe, 2013, *Pédagogie des lieux communs aux concepts clés*, Paris, ESF Editeur. 179 p.
- MEIRIEU Philippe, 2012, « L'Éducation Nouvelle : carrefour de malentendus... et creuset de la tension fondatrice de l'entreprise éducative », *Université Lumière Lyon 2*.
- MORVAN Alexia, 2011, *Pour une éducation populaire politique: à partir d'une recherche-action en Bretagne*, Thèse de doctorat, Paris 8,
- NOSSENT Jean Pierre, 2007, « Revenir aux sources de l'éducation populaire », *Politique, Revue de débats - n°51: Formation des adultes, contrainte ou émancipation ?*, 2007, n°51. <https://www.revuepolitique.be/revenir-aux-sources-de-leducation-populaire/>
- POLANYI Karl, 2009, *La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris Gallimard, 476 p.